



PROTECTION DES DONNEES

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

1 – Dispositions générales

Les dispositions qui suivent concernent tous les traitements de données personnelles effectués par le responsable du traitement, sauf mention contraire dans les dispositions spécifiques.

> Cadre juridique – conformité au RGPD et à la loi française

Le responsable du traitement déclare qu'il effectue des traitements de données personnelles conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après désigné le RGPD) et à loi française n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (modifiée).

> Responsable du traitement et autres intervenants

Le responsable du traitement est Gauthier Devoucoux. Ses coordonnées sont :

gauthier@leguidedelataxeapprentissage.fr

> Destinataires des données

Les destinataires des données sont www.leguidedelataxeapprentissage.fr et la société Kontable (SIRET 909 501 926 000 10). Dans certains cas, nos utilisateurs peuvent transmettre des données entre eux (cabinets vers leurs entreprises clientes, des entreprises vers des écoles, des écoles vers les entreprises et enfin des entreprises vers les cabinets comptables).

> Transfert de données

Le responsable du traitement n'a pas l'intention d'effectuer un transfert de données à caractère personnel ou professionnelle vers un pays tiers ou à une organisation internationale. Il n'a pas non plus l'intention de revendre les données collectées via le site internet.

> Durée de conservation des données à caractère personnel

Les données seront conservées toutes la durée de la déclaration et de la collecte de la taxe d'apprentissage.

> Droits de la personne dont les données sont collectées

La personne où l'entité dont les données personnelles sont collectées a le droit :

- de demander au responsable du traitement l'accès aux données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement relatif à la personne concernée,
- de s'opposer au traitement,
- à la portabilité de ses données,
- d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle,
- de retirer son consentement à tout moment, sans porter atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait de celui-ci, ce droit existant exclusivement lorsque le traitement est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point a), ou sur l'article 9, paragraphe 2, point a) du RGPD, c'est-à-dire sur le consentement de la personne concernée au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques.

> Prise de décision automatisée – profilage

Sauf mention contraire dans les dispositions spécifiques, aucun profilage ne sera réalisé et plus généralement aucune décision automatisée ne sera prise sur la base des données collectées

2 – Dispositions spécifiques

Les dispositions qui suivent sont spécifiques à chaque type de traitement de données personnelles.

> Gestion de la relation avec nos contacts et prospects

Données traitées – Nous traitons les données suivantes : prénom, nom, coordonnées téléphoniques, adresse électronique, adresse postale, profession, SIRET, etc.

Finalités – Le traitement de données est destiné à la gestion de la relation avec nos contacts et prospects. En particulier, ce traitement tend à favoriser la mise en relation pour atteindre du mieux possible nos objectifs contractuels avec nos partenaires. Il permet également de générer les bordereaux afin d'aboutir à une déclaration qui sera par la suite envoyé aux entreprises concernées.

Base juridique – Ce traitement de données personnelles est fondé sur le consentement de la personne concernée (article 6, paragraphe 1, point a) du RGPD). La demande de données a un caractère contractuel. La personne concernée n'est pas tenue de fournir ces données. Si la personne concernée ne fournit pas les données ou retire son consentement au traitement de données, elle ne pourra pas utiliser nos services.

> Procédure d'acceptation de nos clients

Données personnelles traitées – Nous traitons les données suivantes : prénom, nom, coordonnées téléphoniques, adresse électronique, adresse postale, profession, organisation (société, entreprise ou autre) et toutes informations relatives aux SIRET. Nous traitons également les codes UAI des établissements si applicable, éligibilité à la collecte via les listings émis par le gouvernement.

Finalités – Ce traitement de données est destiné à satisfaire à nos obligations de vigilance à l'égard de la clientèle, conformément au droit français, notamment aux articles concernant l'habilitation à la collecte de la taxe d'apprentissage par les établissements, disponible sur ce site <https://www.prefectures-regions.gouv.fr/>

Base juridique – Ce traitement est nécessaire au respect des obligations légales auxquelles le responsable du traitement est soumis. Il est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point c) du RGPD et sur à l'article L. 6241-5 (L. no 2018-771 du 5 sept. 2018, art. 37-II, en vigueur le 1er janv. 2019), qui présente les établissements habilités à percevoir le solde de la taxe d'apprentissage correspondant – (La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel instaure une réforme importante de l'apprentissage et de ses modalités de financement. Ainsi, la loi a porté une nouvelle architecture de la taxe d'apprentissage, répartie en deux fractions, l'une de 87% dédiée au financement de l'apprentissage et la seconde, le solde de 13% dédié au développement des formations technologiques et professionnelles initiales, hors apprentissage et à l'insertion professionnelle aux dépenses mentionnées au 1o de l'article L. 6241-4). La demande de données conditionne l'établissement d'une relation d'affaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables. La personne concernée est tenue de fournir ces données si elle souhaite l'établissement de cette relation. Si la personne concernée ne fournit pas les données, nous ne pourrions pas poursuivre de relations d'affaires avec elle.

> Gestion de la relation avec nos clients et utilisateurs.

Données personnelles traitées – Nous traitons les données personnelles suivantes : civilité, prénom, nom, coordonnées téléphoniques, adresse électronique, adresse postale. D'autres informations peuvent être demandées uniquement dans le but d'utiliser le service et de respecter notre engagement contractuel.

Finalités – Le traitement de données personnelles est destiné à la gestion de la relation avec nos clients. En particulier, ce traitement tend à exécuter les mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée, exécuter le contrat auquel la personne concernée est partie, respecter nos obligations légales, fiscales et comptables.

Base juridique – Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci. Il est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point b) du RGPD. La demande de données a un caractère contractuel. La personne concernée est tenue de fournir ces données si elle souhaite bénéficier de nos produits ou de nos services. Si la personne concernée ne fournit pas les données, elle ne pourra pas bénéficier de nos services.

> Gestion de la relation avec nos utilisateurs ci-après nommé Cabinets-Comptables.

Données personnelles traitées – Nous traitons les données personnelles issues des déclarations sociales nominatives (DSN). Ces informations sont (mais ne se limitent pas à) : SIRET, IDCC, masse salariale brute CDD & CDI, nombre d'apprentis, effectifs, seuil, acompte 2020 et 2021, déduction, email et dans certains cas l'IBAN du client. Ces informations sont confidentielles et ne sont partagées en aucun avec des tiers, elles sont la propriété totale et exclusive des cabinets comptables qui les importe sur notre plateforme pour faire les déclarations (contribution à la formation continue, taxe d'apprentissage, et contribution unique à la formation professionnelle et à l'apprentissage + contributions complémentaires – Paritarisme, dialogue sociale, conventions) associées à leurs clients.

Finalités – Le traitement de ces données est destiné aux calculs et à l'édition des différents documents pour la gestion de la relation entre nos utilisateurs cabinets-comptables et leurs clients.

En particulier, ce traitement tend à exécuter les mesures précontractuelles prises entre les experts-comptables et leurs clients, exécuter le contrat, afin de respecter leurs obligations légales, fiscales et comptables.

Base juridique – Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'un accord auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci. Il est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point b) du RGPD. La personne concernée est tenue de fournir ces données si elle souhaite bénéficier de nos services afin d'effectuer les déclarations. Si la personne concernée ne fournit pas les données, elle ne pourra pas bénéficier de nos services.

> Utilisation de Google Analytics

Données personnelles traitées – Google traite les données mentionnées dans sa politique de confidentialité

(<https://support.google.com/analytics/answer/6004245?hl=fr> / <https://policies.google.com/privacy?hl=fr#infocollect>). Ces données comprennent notamment l'adresse IP des appareils utilisés pour consulter le site.

Finalités – Ce traitement est utilisé à des fins d'analyse et d'étude statistique de l'utilisation de notre site.

Base juridique – Le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes que nous poursuivons, consistant à améliorer et optimiser notre site Internet au bénéfice des utilisateurs. Il est fondé sur l'article 6, paragraphe 1, point f) du RGPD. La demande de données a un caractère contractuel. La personne concernée n'est pas tenue de fournir ces données et elle peut s'opposer à tout moment à leur traitement. Pour empêcher la collecte de données relatives à son utilisation du site et le traitement de ces données par Google, la personne concernée doit suivre les indications de Google : <http://tools.google.com/dlpage/gaoptout>.

> Messages marketing et publicitaires (Emailing et Google Ads)

Données personnelles traitées – Nous traitons les données suivantes : courriel, nom, prénom, SIRET et informations prélevés par la balise Google (ces données comprennent notamment l'adresse IP des appareils utilisés pour consulter le site (https://ads.google.com/intl/fr_fr/home/faq/gdpr/))

Finalités – Le traitement est destiné à améliorer notre communication et à vous adresser des contenus pertinents, notamment en retargeting via la plateforme Google Ads et ses différents espaces publicitaires, à des moments opportuns lié à la taxe d'apprentissage. Le traitement des données nous permet également la gestion et l'édition de campagnes d'emailing personnalisées, permettant d'informer tous les utilisateurs de notre site, en fonction de leurs problématiques liées à la taxe d'apprentissage.

Base juridique – Le traitement repose sur le consentement de la personne concernée (article 6, paragraphe 1, point a) du RGPD) et est nécessaire aux fins des intérêts légitimes que nous poursuivons, consistant à améliorer notre communication et à éviter d'adresser des communications inopportunes (article 6, paragraphe 1, point f) du RGPD). La demande de données a un caractère contractuel. La personne concernée n'est pas tenue de fournir ces données et elle peut s'opposer à tout moment à leur traitement. Si la personne concernée ne fournit pas les données ou retire son

consentement au traitement de données, elle ne pourra pas recevoir nos emails d'informations concernant la taxe d'apprentissage.

> Sécurité et prévention des activités illicites

Données personnelles traitées – Nous traitons les données suivantes : code UAI des établissements si applicable, informations bancaires si applicable, éligibilité à la collecte via les listings émis par le gouvernement.

Finalités – Le traitement est destiné à assurer la sécurité de nos services et à prévenir les activités illicites en lien avec nos services.

Base juridique – Ce traitement est nécessaire au respect des obligations légales auxquelles le responsable du traitement est soumis (article 6, paragraphe 1, point c) du RGPD) et il est nécessaire aux fins des intérêts légitimes que nous poursuivons, consistant à assurer la sécurité de nos produits et de nos services et à prévenir les activités illicites (article 6, paragraphe 1, point f) du RGPD). La demande de données est conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables. La personne concernée est tenue de fournir ces données si elle souhaite bénéficier de nos produits et services. Si la personne concernée ne fournit pas les données, elle ne pourra pas utiliser nos services.